



Roberto Occhiuto, président de la région Calabre (en haut à droite, en avril) est à l'initiative de l'appel aux médecins cubains. Parmi eux, Emilio Marquéz Camallo (en bas à gauche), orthopédiste exerçant à l'hôpital de Locri (en haut à gauche). En bas à droite, le service d'obstétrique de la petite ville déshéritée.



# Les blouses blanches cubaines au chevet des hôpitaux italiens.

Texte Romane FRACHON et Maylis KHIDER  
Photos Carmine ROMANO

FAMILIERS DES MISSIONS D'URGENCE, CES MÉDECINS CUBAINS ONT CONNU LA GUERRE EN ANGOLA, LE VIRUS EBOLA, LES BARRIOS DÉSHÉRITÉS DU VÉNÉZUELA... MAIS CETTE FOIS-CI, ILS SONT ENVOYÉS EN EUROPE, DANS DES HÔPITAUX PUBLICS. LA HAVANNE, QUI TIRE DE L'EXPORT DE SES SOIGNANTS UNE PRÉCIEUSE SOURCE DE DEVICES, A TRAITÉ AVEC LA RÉGION LA PLUS PAUVRE DE L'ITALIE. ALORS QUE LE PAYS DIRIGÉ PAR GIORGIA MELONI A MIS LA LUTTE CONTRE L'IMMIGRATION AU CENTRE DE SA POLITIQUE.

**LA FAÇADE DE L'HÔPITAL DE LOCRI**, bourgade de 12 000 habitants, à 500 kilomètres au sud de Naples, est rongée par le temps. Le béton craquelé du bâtiment laisse apparaître la structure métallique. Des fils pendent sur plusieurs étages. Au rez-de-chaussée traînent un fauteuil roulant cassé et la carcasse d'un vieux lit abandonné. Au deuxième étage, au service d'orthopédie, flotte une étonnante odeur de tabac. Les rideaux sont déchirés, la peinture décrépie. Là, deux orthopédistes cubains rient à gorge déployée avec leur collègue italien. C'est la dernière mission avant la retraite pour Emilio Marquez Camallo, 64 ans, gaillard ventripotent au large sourire. Originaire de la ville d'Holguin, dans l'est de Cuba, il s'est engagé comme médecin militaire dans les années 1980 en Angola, comme tant d'autres compatriotes de son âge. En comparaison, il dit, moqueur, qu'il se « repose » en Italie et qu'il est ici en terrain connu. « *Les conditions matérielles sont à peu près les mêmes en Calabre que dans un établissement cubain* », sourit son collègue Dennis, qui revient du Timor oriental. Comme

eux, pour combler le manque dramatique de médecins italiens, 497 Cubains de toutes spécialités vont débarquer en Calabre dans les mois à venir, et resteront jusqu'en 2025.

Dans cette région la plus pauvre d'Italie rongée par le chômage (21 % de la population active), les villages sont tombés dans un quasi-abandon. Dans les rues où la nature reprend parfois ses droits, nombreux sont les panneaux « à vendre ». Quelques vieilles dames en tablier tricotent sur le pas de leur porte. Elles comprennent à peine l'italien comme si cette partie de la pointe de la Botte était restée figée au début du XX<sup>e</sup> siècle. Grandes escaliers et églises baroques surplombant les villages témoignent de la prospérité passée. Mais la Mafia, le retrait de l'État et le délabrement des services publics sont passés par là. Ces dix dernières années en Calabre, 18 hôpitaux ont été fermés, dont ceux de Taurianova, Cittanova, Palmi, Siderno ou Oppido Mamertina – au total, 60 % des lits ont été supprimés. Selon l'Institut national de statistiques italien, la Calabre compte le nombre de ∞∞

“Cuba est habituée à aider d’autres pays, mais des pays pauvres, pas un pays riche ! En dehors d’une mission ponctuelle, comme lors d’un tremblement de terre ou d’une épidémie... personne ne s’attend à venir aider l’Europe coloniale, l’Empire.”

Adrian Naranjo Domínguez, jeune médecin cubain

○○ lits par habitant le plus bas du pays (83 pour 1 000, contre 138 pour 1 000 en Émilie-Romagne, au nord). Plus aucun médecin italien ne souhaite s’y installer. « *Comment voulez-vous qu’on veuille travailler ici ? La Mafia a divisé nos familles, l’économie est à l’arrêt, tout est corrompu et sale. Il n’y a rien à faire, alors tout le monde part* », se fâche Eduardo, étudiant en médecine calabrais, la vingtaine, qui se surnomme lui-même « *Calafraïcain* » comparant le sous-développement de sa province à celui de pays africains.

Depuis deux ans, les habitants de Locri se mobilisent pour la défense de leur hôpital. « *Nous sommes livrés à nous-mêmes. À l’hôpital, ils n’ont pas assez d’appareils pour les échographies et ceux qu’ils ont fonctionnent mal* », témoigne Bruna Filippone, fondatrice de l’association de citoyens qui a organisé plusieurs manifestations. « *Lorsque des personnalités politiques se déplacent, tout est fait pour leur cacher la réalité. Récemment, avant une visite officielle, des murs ont été repeints, quelques lits ajoutés. À quoi ça rime ?* » L’entrée en vigueur, en 2019, du décret Calabre devait permettre de faire venir des internes. Ils ne sont jamais venus. L’hôpital a fait appel à des intérimaires, au prix fort : « *Un médecin intérimaire coûte plus de 50 000 euros par mois, car il est payé à la journée, parfois plus de 1 000 euros, alors qu’un médecin salarié, lui, est payé 7 000 euros mensuels* », pointe Roberto Occhiuto, le président de la région Calabre.

Depuis son vaste bureau à Reggio de Calabre avec vue sur le détroit de Messine et au loin l’Etna, Roberto Occhiuto assure n’avoir pas eu d’autre choix que de se tourner vers l’île communiste. « *Le système de santé cubain est reconnu universellement et excellent* », justifie ce membre de Forza Italia, le parti fondé par Silvio Berlusconi. Dans la foulée de l’épidémie de Covid-19 lors de laquelle des médecins cubains ont été appelés en renfort en Italie, il s’adresse à son tour à Cuba, en 2022, pour faire venir des soignants en Calabre. Il s’appuie sur un décret de 2020 qui définit l’état d’urgence sanitaire autorisant la venue de médecins extra-communautaires. « *Avions-nous le choix ? Nous sommes dans un bassin de 180 000 habitants environ. Et la population augmente !* », justifie Roberto Occhiuto. Depuis janvier, 51 médecins cubains ont donc atterri en Calabre : 16 à l’hôpital de Polistena, 16 à Locri, 10 à Gioia Tauro et 9 à Melito di Porto Salvo. Sans elles et eux, une catastrophe sanitaire aurait déjà éclaté.

Dans un couloir de l’hôpital de Locri, la cardiologue cubaine Elizabeth Balbuena, 37 ans, se déride avec ses collègues italiens, quand une infirmière lui saute dans les bras. L’une parle en italien, l’autre lui répond en espagnol, mais leurs regards montrent qu’elles se comprennent. C’est la deuxième mission de la spécialiste en endoscopie cardiaque. « *Ici l’inégalité est monstrueuse. Tu peux voir une villa à côté d’un bidonville, comme au Venezuela* », s’émeut Elizabeth Balbuena, qui en revient. Elle gère une équipe de 15 médecins cubains. « *C’est un grand défi pour nous les Cubains, que d’être là, dans un pays occidental*. » Au début, la spécialiste s’est trouvée confrontée aux préjugés de ses collègues italiens sur Cuba : « *Je ne sais pas si c’est*

*du racisme, mais en tout cas ils ne pensaient pas qu’on était si forts. Maintenant ça va, on est plus que crédibles à leurs yeux.* » Dans son bureau orné d’un incontournable crucifix et où trône un écran géant sur lequel il peut visionner les images des caméras de surveillance du centre-ville, le maire de Locri, Giuseppe Fontana, estime avoir contribué au bon déroulement de l’opération. « *Nous les avons logés dans un immeuble confisqué à la ‘Ndrangheta [la Mafia calabraise]. J’ai mobilisé les services de la mairie. Je les considère comme des citoyens de ma ville. Ils s’intègrent, ils fréquentent les mêmes lieux que les habitants d’ici.* »

Cette coopération organisée entre la nation caribéenne et la région s’inscrit dans une longue tradition. À l’occasion de la pandémie de Covid-19, Cuba a envoyé des soignants dans 164 pays : dans le nord de l’Italie (en Lombardie), en France (Martinique, Guyane, Guadeloupe), en Andorre, et dans de nombreux pays du sud, surtout africains et latino-américains. Une arme diplomatique, mais aussi une véritable source de revenus pour un pays aujourd’hui confronté à l’une de ses pires crises économiques. L’expatriation de médecins est ainsi devenue la première source de devises de la nation cubaine (entre 6 et 8 milliards de dollars par an). Malgré un manque criant de ressources et un embargo économique qui étouffe le pays depuis plus de soixante ans, la petite île communiste continue tant bien que mal à financer une couverture sociale universelle et gratuite. Pour ce faire, elle compte sur la plus forte densité de médecins par habitant au monde (8 pour 1 000) pour exporter son savoir-faire notamment à destination des pays du sud. Actuellement, 58 pays reçoivent l’aide de ces brigades.

**L**A première mission remonte à mai 1962. L’Algérie, à peine indépendante, se trouve confrontée à deux problèmes majeurs : une situation sanitaire catastrophique et le départ des médecins, en majorité français. Cuba envoie rapidement 111 soignants à Alger. « *On était comme un mendiant offrant de l’aide. Mais nous savions que le peuple algérien en avait autant besoin que nous* », se remémorait, en 2002, le ministre cubain de la santé de l’époque, José Ramón Machado Ventura, dans la revue scientifique havanaise *Editorial de Ciencias Sociales*. Aujourd’hui, la coopération cubano-algérienne est toujours très vive, avec plus de 800 médecins cubains employés en Algérie, notamment pour les vaccinations, la gynécologie et l’ophtalmologie. C’est également le cas dans de nombreux autres pays africains. À l’été 2014, en Afrique de l’Ouest, le gouvernement cubain a envoyé 461 médecins pour combattre l’épidémie d’Ebola. Le secrétaire d’État américain d’alors, John Kerry, avait salué l’initiative : « *Un pays d’à peine 11 millions d’habitants a dépêché 165 professionnels de santé et prévoit d’en envoyer près de 300 de plus.* »

Sillonnant les rues escarpées de Polistena, à 40 km à l’ouest de Locri, un jeune Cubain, blouse blanche nouée sur les épaules, tend son téléphone à bout de bras et crie : « *Asere, que bola ?* » (« Ça va mon pote ? ») Il fait visiter



L’héliport des urgences de l’hôpital de Polistena, en Calabre, en avril.

Caroline Romano pour M. Le magazine du Monde

son nouveau chez-lui à un ami de La Havane. « *Regarde, ça, c’est l’hôtel Mommo où on est logés... on mange même des crevettes... oui, mais ils savent pas cuisiner le riz, les Italiens... que des pâtes tout le temps, imagine-toi ! Et là, au bout de la rue tu vois, c’est l’hôpital, eh oui, mon nouveau travail, papi [beau gosse] !* » C’est la première mission d’Adrian Naranjo Domínguez, 32 ans. Quand il a su qu’il pouvait postuler pour venir renforcer les équipes médicales de la Calabre, il a sauté sur l’occasion et envoyé son CV. Jusqu’à ce qu’il monte dans l’avion, le jeune homme n’arrivait pas à croire que l’Italie puisse manquer de médecins. « *Cuba est habituée à aider d’autres pays, mais des pays pauvres, pas un pays riche ! En dehors d’une mission ponctuelle, comme lors d’un tremblement de terre ou d’une épidémie... personne ne s’attend à venir aider l’Europe coloniale, l’Empire* », ironise Adrian Naranjo Domínguez, tout sourire. Il découvre que « *l’Italie c’est un peu comme l’Amérique, les riches au Nord et les pauvres au Sud* ». « *Malgré tous les obstacles au développement de Cuba, nous, on forme plein de médecins. On est un État socialiste, donc on est censé être opposé à l’Occident* », lâche-t-il. Immédiatement, il se reprend, comme s’il venait de mordre une ligne jaune : « *Mais nous, on vient juste pour la santé, notre formation est humaniste, peu important les idéologies.* »

C’est la première fois qu’il voyage à l’étranger, découvrant l’abondance du capitalisme, des supermarchés remplis qui le « *fascinent* »... Boucle à l’oreille, petite moustache, Adrian Naranjo Domínguez raconte qu’il a

grandi à La Havane pendant la crise économique des années 1990, consécutive à la chute de l’URSS et à l’effondrement de l’aide de Moscou. Ici, on le surnomme « *bébé* » car c’est le plus jeune de la mission cubaine. Stéthoscope autour du cou, Adrian ne cache pas pourquoi il est là : « *Le salaire est une bonne raison pour aller en mission !* » En plus de leur petit salaire cubain versé en pesos, chaque médecin est payé, 1 200 euros net pour ce travail, nourri et logé, et cela quelle que soit son ancienneté. La région de Calabre, quant à elle, débourse 4 700 euros net par médecin, la différence allant dans les caisses de l’État cubain destinées à financer son système de santé, totalement gratuit. Adrian Naranjo Domínguez n’a ni épouse, ni fiancée, ni enfant, mais sa mère lui manque. « *Ce n’est pas facile tous les jours, confesse le jeune diplômé, mais il faut bien se battre.* »

À l’entrée de la ville de Polistena, un panneau indique « *commune anti-Mafia, commune pour la paix* ». Plus loin, une plaque rend hommage aux centaines de victimes innocentes de la ‘Ndrangheta. L’hôpital fait face à la mairie et à la caserne de pompiers. Dans le hall des admissions, les nombreux patients ne s’encombrent plus du masque de protection contre le Covid-19. Dans la salle d’attente du service de pédiatrie, parents et futurs parents s’impatiente. Marcelino Lizano Rabelo, originaire de la province de Sancti Spiritus à Cuba, a laissé ses propres enfants pour soigner les petits Italiens. Le temps lui manque. Il est le seul médecin présent ce jour-là, sur les trois chargés du service. Il doit gérer les nouveaux-nés et les ○○○



Francesca Liotta (en bas à droite, en avril) dirige l'hôpital de Polistena. Dans son équipe, Ariel Labrada (en haut à gauche), gynécologue cubain, ici avec une patiente. À droite, la salle d'attente du service de gynécologie-obstétrique de l'établissement.

À Gioia Tauro (en bas à gauche), à une vingtaine de kilomètres de Polistena, les urgences de l'hôpital ont pu rouvrir grâce à l'arrivée, en janvier, de 9 médecins cubains.



urgences. Tout aussi affairé, Nino (il n'a pas souhaité donner son nom), l'infirmier, le confirme : « *Sans les Cubains, on ferait.* » Le service de pédiatrie communique avec celui d'obstétrique. Laura (elle n'a pas souhaité donner son nom), 32 ans, fait les cent pas. Elle inspire et expire à fond mais finit par fondre en larmes. Son bébé devrait arriver d'une minute à l'autre. Ariel Labrada passe un bras réconfortant autour de son épaule et réussit à lui faire esquisser un sourire. Après une expérience au Ghana et une autre en Afrique du Sud, le gynécologue-obstétricien de 53 ans a une nouvelle fois quitté Cuba pour gérer pendant trois ans le service de Polistena dont l'avenir est menacé. « *Sur les huit gynécologues italiens du service, quatre partent à la retraite cette année. Ils ne peuvent déjà plus opérer ni faire les nuits parce qu'ils sont trop vieux. D'ici fin 2023, l'hôpital va perdre la moitié de ses forces en gynécologie* », lâche-t-il inquiet. Les soignants italiens sont unanimes : les Cubains représentent « *une bouffée d'oxygène* », admet la docteure Francesca Liotta. Du haut de son 1 m 50 et de ses 60 ans, la directrice de l'hôpital de Polistena, qui y exerce depuis trente-deux ans, impose le respect. Derrière la porte de la salle de réanimation, elle salue tout le monde chaleureusement. Noel Marero Rodriguez, urgentiste cubain de 50 ans, taches de rousseur et uniforme bleu, montre d'un geste les 11 lits alignés remplis de patients dont il doit s'occuper tout seul. « *Ils devraient être trois pour faire le travail qu'il fait*, salue Francesca Liotta. *Ces médecins cubains sont vraiment impliqués et volontaires.* » Avant leur arrivée, Umberto Startari, 60 ans, directeur médical des urgences de Polistena, pensait tout plaquer. « *Grâce à Dieu, les Cubains sont arrivés ! Ce sont des gens bien formés et dévoués. Chez eux, la situation économique est tragique. Mais ils réussissent quand même à pratiquer la médecine. Ici, ils nous apportent beaucoup... et nous en avons besoin ! Des fauteuils roulants, du matériel chirurgical... nous manquons de tout...* » L'embauche de Cubains a même permis aux urgences de Gioia Tauro, à 20 kilomètres d'ici, de rouvrir. Pourtant, ces missions ne font pas l'unanimité. En particulier aux États-Unis. Fin mars, l'ambassade américaine à Rome sommait le ministère italien de la santé de clarifier « *les procédures d'embauche de professionnels cubains et leur rémunération* ». Un groupe d'eurodéputés s'est même fendu d'une lettre au président de la région calabraise, Roberto Occhiuto, pour dénoncer une forme d'« *esclavage* ». Parmi eux, Francesca Ferrara, du Mouvement 5 étoiles, qui s'insurge que l'État cubain conserve dans ses caisses 75 % des 4 700 euros versés par l'Italie pour chaque médecin. Une « *claire violation des droits humains* », selon elle. Pour l'instant, le gouvernement d'extrême droite, et résolument anti-immigration, de Giorgia Meloni s'est bien gardé de faire le moindre commentaire sur cette

opération inédite. Elle pourra toujours faire valoir que la décision a été prise en juin 2022, bien avant son arrivée au pouvoir. Celui qui s'est emparé du sujet de la manière la plus virulente est l'eurodéputé espagnol Javier Nart, du groupe Renew, présidé par le Français Stéphane Séjourné, un proche d'Emmanuel Macron. « *Si un médecin cubain décidait de rester en Italie, il serait considéré par son pays comme un déserteur. N'importe quel régime qui confisque la liberté de son peuple au nom d'une "révolution" m'interpelle* », dénonce-t-il. « *La Calabre devrait résoudre ses propres problèmes sur son territoire* », à savoir « *mieux payer ses médecins !* », s'emporte l'élu de centre-droit.

**LES** Cubains exilés en Italie ont eu vent de la controverse. Ariel Labrada, le gynécologue-obstétricien de l'hôpital de Polistena, lâche : « *Soyons sérieux, on dort à l'hôtel, bientôt on aura notre propre maison meublée, on mange à notre faim, on économise tout notre salaire pour la famille restée à Cuba, on a Internet illimité... si c'est ça l'esclavage, je veux bien être esclave !* » Ariel Labrada brandit son bulletin de salaire, qui affiche 1200 euros net (hors logement et nourriture). Soit un chiffre bien supérieur à celui qu'il continue de percevoir à Cuba (soit une cinquantaine d'euros par mois). Sa collègue, la cardiologue Elizabeth Balbuena, s'étonne, elle aussi, d'être qualifiée d'« *esclave* » quand, tout près de son hôpital, la Mafia exploite les migrants africains dans les champs. Une chose est sûre : les médecins cubains rencontrés en Calabre étaient tous volontaires. « *J'étais bien content d'être sélectionné, c'est une expérience incroyable que de venir dans le berceau de la civilisation occidentale* », soutient Ariel Labrada, qui ne pensait pas pouvoir venir en Europe un jour dans sa vie, et prévoit de visiter Naples bientôt. « *Cela me donne aussi un aperçu de la vie en exil, et ça ne me fait pas vraiment envie, confie-t-il. Moi, je suis fait pour marcher en tongs et aller pêcher sur le front de mer.* » Le président de région, Roberto Occhiuto, refuse d'entrer dans cette polémique. « *Je ne fais pas de géopolitique. Mon travail est de faire en sorte que les Calabrais puissent continuer à aller aux urgences et être soignés. Point.* » À l'hôpital de Polistena, lorsque Daily Ramos Reymont, radiologue de 35 ans, traverse les couloirs, la tête haute et la démarche assurée, ses collègues s'empressent de venir lui serrer la main ou l'embrasser. « *C'est fou comme les Italien(ne)s sont reconnaissants* », s'amuse-t-elle. À son arrivée, elle a été à l'initiative de la mise en place de journées de dépistage du cancer du sein, ouvertes à toutes et gratuites. Une première dans l'histoire de l'hôpital. (M)

“Soyons sérieux, on dort à l'hôtel, bientôt on aura notre propre maison meublée, on mange à notre faim, on économise tout notre salaire pour la famille restée à Cuba, on a Internet illimité... si c'est ça l'esclavage, je veux bien être esclave !”

Ariel Labrada, gynécologue-obstétricien cubain